

ret du 26 octobre 1946 autorisant la chambre de commerce de Saint-Brieuc contracter un emprunt.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,
sur le rapport du ministre de la production industrielle,
vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Au vu de la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;
Vu la délibération en date du 5 août 1946 par laquelle la chambre de commerce de Saint-Brieuc a sollicité l'autorisation de contracter un emprunt d'un million de francs en vue de faire face à une augmentation de dépenses imprévisible lors de l'élaboration de son budget pour l'exercice 1946,

Décète :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce de Saint-Brieuc est autorisée à contracter un emprunt de 1 million de francs, en vue de faire face à une augmentation de dépenses imprévisible lors de l'élaboration de son budget pour l'exercice 1946.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité ou par fraction, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, et par voie de souscription publique ou par faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement à un taux d'intérêt n'excédant pas 90 p. 100, soit directement auprès des établissements de crédit gérés par l'Etat ou soumis à sa tutelle aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de dix ans. Le taux de l'intérêt et la durée d'amortissement pourront être modifiés par le ministre de la production industrielle.

Il sera fait face au service de cet emprunt à l'aide de l'imposition additionnelle A la patente.

Art. 2. — Le ministre de la production industrielle est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 octobre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République,
Le ministre de la production industrielle,
MARCEL PAUL.

Décret portant nomination des administrateurs des houillères du bassin de la Loire.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 octobre 1946: page 8595, 3^e colonne, paragraphe 2, 5^e ligne, au lieu de: « Tret », lire: « Trait ».

Nomination comme ingénieurs élèves des mines des élèves sortis de l'école polytechnique en 1946, classés dans le service des mines.

Par arrêté en date du 21 octobre 1946, l'arrêté du 5 octobre 1946 portant nomination des ingénieurs élèves des mines pour l'année 1946 prend effet à compter du 1^{er} octobre 1946.

Nomination comme ingénieurs élèves des mines des élèves sortis de l'école polytechnique en 1946, classés dans le service des mines coloniales.

Par arrêté en date du 21 octobre 1946, sont nommés ingénieurs élèves des mines au titre des mines coloniales, sous réserve de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives à l'accès dans les administrations publiques, les anciens élèves de l'école polytechnique dont les noms suivent:
MM. Marvler (Louis), Deniau (Henri), Saulnal (Robert).

Services extérieurs.

Par arrêté en date du 20 septembre 1946, les auxiliaires temporaires de bureau dont les noms suivent ont été titularisés dans les cadres complémentaires à compter du 1^{er} juillet 1945:

Agent de bureau de 2^e classe du cadre complémentaire.

Mlle Roquille (Franceline).

Agent de bureau de 3^e classe du cadre complémentaire.

M. Cellard (Antoine).

Agent de service de 1^e classe du cadre complémentaire.

Mme Roux (Yvonne).

Les intéressés conserveront dans leur nouvelle classe l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans l'échelon qu'ils occupaient en qualité d'auxiliaire temporaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 46-2388 du 26 octobre 1946 modifiant le décret n° 46-1469 du 17 juin 1946 portant organisation provisoire du corps de l'inspection de la direction générale de l'éducation physique et des sports.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret n° 46-1469 du 17 juin 1946 portant organisation provisoire du corps de l'inspection de la direction générale de l'éducation physique et des sports,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 3 du décret du 17 juin 1946 est modifié comme suit:
« Pour la constitution initiale du corps et au plus tard jusqu'au 30 octobre 1946... » (le reste sans changement).

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 octobre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELEN.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, ministre des finances par intérim,
JEAN LETOURNEAU.

Décret du 26 octobre 1946 autorisant le lycée Buffon, à Paris, à accepter un legs.

Par décret du 26 octobre 1946, le proviseur du lycée Buffon à Paris est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées dans l'acte dressé le 27 mai 1946 par M^{re} Avril, notaire, 91, boulevard de Montparnasse, à Paris, la donation nette de tous frais faite à cet établissement par M. et Mme Normand.

Décret du 26 octobre 1946 autorisant le lycée de garçons de Guéret à accepter un legs.

Par décret du 26 octobre 1946, le proviseur du lycée de garçons de Guéret est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées dans le testament, en date du 6 janvier 1946, déposé au rang des minutes de M^{re} Mahot de la Querantonnais, notaire à Paris, la donation nette de tous frais faite à cet établissement par M. Aumetayer.

Décret du 26 octobre 1946 autorisant le lycée de garçons d'Annecy à accepter une donation.

Par décret du 26 octobre 1946, le proviseur du lycée de garçons d'Annecy est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées dans l'acte dressé le 11 juin 1946 par M^{re} Letulle, notaire à Paris, la donation nette de tous frais faite à cet établissement par Mme Glanc, veuve Lupin.

Collège classique et moderne de garçons de Joigny.

Par arrêté en date du 23 octobre 1946, une section industrielle d'enseignement technique a été créée au collège classique et moderne de garçons de Joigny.

Collège moderne de jeunes filles de Villefranche-sur-Saône.

Par arrêté en date du 23 octobre 1946, la section ménagère d'enseignement technique du collège moderne de jeunes filles de Villefranche-sur-Saône est supprimée.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décret n° 46-2296 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 3 juillet 1945 relative à la protection sociale des aveugles.

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 octobre 1946: page 8927, article 2, 9^e ligne, au lieu de: « du médecin inspecteur de la santé », lire: « du directeur départemental de la santé »; article 6, 2^e ligne, au lieu de: « l'article 15 », lire: « l'article 13 ».